

d'un mal incurable : depuis ses débuts, intellectuels, universitaires et hommes politiques de gauche boycottent ses plateaux. Avec des effectifs réduits à 750 salariés, l'unique chaîne de télé publique généraliste (ERT en comptait quatre) a vite été surnommée « la chaîne de Samaras », jusqu'à ce que Syriza l'emporte aux dernières élections et suscite l'espoir.

Retrouver une radio-télévision de service public de qualité est aujourd'hui l'unique priorité des Grecs. Car le paysage audiovisuel grec est une désolation : les chaînes privées servent les intérêts des riches oligarques qui les dirigent. Au menu, chaque jour : informations de piètre qualité, divertissements low cost et propagande anti-Syriza. Des ingrédients que les Grecs ont appris à fuir. Même en faillite, ces chaînes survivent. « Les banques grecques, qui ne prêtent plus d'argent à personne, n'hésitent pas à accorder des prêts aux chaînes privées », explique Nikos Smyrniaios, universitaire grec établi en France et spécialiste des médias. « Dans un pays normal, elles auraient dû couler depuis longtemps. Pas en Grèce. Et c'est avec l'argent public versé aux banques que ces chaînes restent à flot. » Clou de cette situation ubuesque : les chaînes privées occupent gratuitement depuis des années des canaux de diffusion, sans rien payer à l'Etat. Le Premier ministre Alexis Tsipras aura-t-il le pouvoir de renverser ce système ? Difficile à dire.

Il doit d'abord composer avec les nombreux déçus de son début de mandat, comme ceux d'ErtOpen, les anciens salariés d'ERT. Autoproclamés « résistants » après avoir été délogés des locaux de la chaîne, ils ont élu domicile de l'autre côté de l'avenue. Depuis, ils tentent d'entretenir la flamme de l'ancienne radio-télé publique en produisant bénévolement des programmes sur le Net. Ils ont voté pour Syriza et son engagement à réembaucher tous les anciens salariés. « Ils nous avaient promis une télévision par le peuple, pour le peuple », gronde d'une voix rauque Panagiotis Kalfayannis, leader d'ErtOpen. De son bureau, il observe le bâtiment de l'ancienne télé publique. « Aujourd'hui, nous nous sentons trahis : le projet ne fait que reprendre la base de Nerit, lancée il y a deux ans par un gouvernement autoritaire » qu'il n'hésite pas à qualifier de « fasciste ».

Le texte, voté le 29 avril à la Vouli, le Parlement grec, ne garantit en effet ni l'indépendance de la direction ni l'ouverture citoyenne promises par le ministre chargé de la réforme, Nikos Pappas, qui oscille entre tâtonnements et improvisation. Et les nominations intervenues depuis ont provoqué des remous jusque dans les rangs de Syriza : le directeur du conseil d'administration, Dionysis Tsaknis, chanteur réputé, très à gauche, est issu du sérail culturel mais a profité des largesses de l'Etat grec pendant long-

temps ; le directeur exécutif chargé des programmes, Lambis Tagmataxis, ancien journaliste à ERT, passé par des chaînes privées, est aussi contesté.

« Sur le contenu des programmes, l'ambition éditoriale, le maillage régional, le texte de Syriza ne dit quasiment rien », s'inquiète Nikos Smyrniaios. L'un des premiers programmes diffusés devrait être le récent documentaire d'Harald Schumann, sur les rouages pervers de la Troïka. Autre quasi-certitude : la radio-télévision publique façon Syriza n'émettra pas du jour au lendemain. Changer le logo pour revenir à « ERT » sera sans doute une première étape. Réintégrer tous les salariés qui avaient été licenciés, une deuxième : si l'on compte les départs en retraite, ce sont 1 550 personnes qui devront de nouveau cohabiter. Or le temps a fait des dégâts. « Je suis considérée comme une traître par mes anciens collègues car j'ai accepté de travailler pour la chaîne de Samaras », s'alarme Olympiada-Maria Olympiti. « Comment fera-t-on si certains ne veulent pas travailler avec moi ? »

A ces questions s'ajoute aussi celle du financement. Le budget de la nouvelle ERT (cinq stations de radios et quatre chaînes de télé) a été abaissé à 60 millions d'euros, contre 90 millions pour la seule Nerit. Les 3 euros de redevance prélevés chaque mois sur la facture d'électricité des Grecs ne suffiront sans doute pas. Le ministre Nikos Pappas avouait récemment chercher d'autres recettes : « L'un de nos objectifs est d'augmenter sensiblement la part d'ERT sur le marché publicitaire. » Au risque de grignoter les revenus publicitaires des chaînes privées. Pour l'heure, le gouvernement se raccroche aux symboles : la date de « lancement » de la nouvelle ERT aurait été fixée au 11 juin 2015. Soit deux ans, jour pour jour, après sa disparition. Mais à l'appel des résistants d'ErtOpen, des dizaines de salariés ont déjà réinvesti les locaux dès le 11 mai. Peu à peu, le colosse de béton se réveille ●

Enregistrement d'un direct sur Nerit (à gauche) et d'une émission sur sa « rivale » ErtOpen, une webradio montée par les salariés remerciés d'ERT.

